# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Saguenay–Lac-Saint-Jean

Dossier: 1313467-31-2303

Dossier accréditation : AQ-2000-3818

Québec, le 3 février 2025

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Nancy St-Laurent

\_\_\_\_\_

### Municipalité d'Albanel

Employeur

et

# Syndicat des employés municipaux de la municipalité d'Albanel

Association accréditée

## **DÉCISION**

#### ATTENDU

qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

### **ATTENDU**

que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité et une régie intermunicipale, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code;

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> RLRQ, c. C-27.

1313467-31-2303 2

### **ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« Tous les cols bleus et cols blancs de la municipalité d'Albanel. »

De : Municipalité d'Albanel

Hôtel de ville 160, rue Principale Albanel (Québec) G8M 3J5

Établissements visés :

Tous les établissements de la municipalité d'Albanel;

**ATTENDU** qu'une grève des salariés représentés par l'association accréditée dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

## EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des

services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association

accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et

111.0.23.

Nancy St-Laurent

M<sup>me</sup> Stéphanie Marceau Pour l'employeur

/mpl